

Groupe TEXAF

Rapport financier semestriel au 30 juin 2015

Rapport de gestion intermédiaire

Déclaration de responsabilité

Bilan consolidé

Compte de résultat consolidé

État de résultat global consolidé

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes aux états financiers consolidés

1. Informations générales
2. Périmètre de consolidation
3. Gestion des risques
4. Information sectorielle
5. Immobilisations corporelles
6. Immeubles de placement
7. Immobilisations incorporelles
8. Capital social
9. Emprunts et autres dettes financières
10. Provisions pour autres passifs
11. Engagements de retraite et avantages assimilés
12. Impôts différés
13. Produits des activités ordinaires
14. Résultat opérationnel
15. Charges financières
16. Charge d'impôt sur le résultat
17. Résultats par action
18. Dividende par action
19. Trésorerie provenant des opérations
20. Litiges et passifs éventuels
21. Engagements
22. Opérations entre parties liées
23. Rémunérations des principaux dirigeants
24. Structure de l'actionnariat

Rapport de gestion intermédiaire

Le Conseil d'Administration de **TEXAF** a arrêté les comptes consolidés (sur base du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne) au 30 juin 2015. Ces comptes intermédiaires ne sont pas audités.

Le Conseil tient à rappeler que les actifs de la société sont situés en RDC et que l'environnement particulier du pays comporte des risques. Les comptes ont été établis dans la perspective d'une stabilité de l'environnement économique social et réglementaire.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015

- Le ralentissement économique observé depuis un an se poursuit et affecte en particulier les investissements en infrastructure. La situation monétaire reste très stable et le franc congolais a suivi la hausse du dollar vis-à-vis de l'euro.
- Les produits de l'activité immobilière continuent de progresser de 7% à 7.133 k EUR par rapport au 1^{er} semestre 2014 grâce aux nouveaux bâtiments mis sur le marché, et en dépit du départ partiel d'une agence internationale. Par contre, le résultat opérationnel récurrent diminue de 4% à 2.676 k EUR, sous l'effet de la hausse du franc congolais et du dollar, des augmentations de taxes et des recrutements.
- Le chiffre d'affaires de **CARRIGRES** est en hausse de 6% à 2.674 k EUR et son résultat opérationnel récurrent de 88% à 909 k EUR par rapport au 1^{er} semestre 2014, grâce à l'impact du dollar sur les prix de vente et aux investissements consentis en 2014.
- Le Groupe présente un résultat opérationnel récurrent de 3.585 k EUR en progression de 9%. Une charge nette non récurrente de 381 k EUR affecte le semestre si bien que le résultat opérationnel diminue de 2% à 3.204 k EUR. Le résultat net (part du groupe) de 2.848 k EUR est, lui, en hausse de 26%. Compte tenu des nouvelles actions émises en mai 2014, le résultat net par action augmente de 16% à 0,804 EUR.

	<u>S1 2011</u>	<u>S1 2012</u>	<u>S1 2013</u>	<u>S1 2014</u>	<u>S1 2015</u>
Résultat opérationnel récurrent	1.671	2.413	3.011	3.281	3.585
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	26%	28%	32%	35%	34%

RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE TEXAF (en milliers EUR)

(Non audité)

	30.06.2013	30.06.2014	30.06.2015
Produit des activités ordinaires	9.103	9.083	9.807
Autres produits opérationnels récurrents	250	398	728
Charges opérationnelles récurrentes	-6.342	-6.200	-6.950
Résultat opérationnel récurrent	3.011	3.281	3.585
<i>Δ y-1</i>	17%	9%	9%
Autres éléments opérationnels non récurrents	-1	0	-381
Résultat opérationnel	3.010	3.281	3.204
<i>Δ y-1</i>	25%	9%	-2%
Résultat financier	-92	-137	-172
Autres résultats non opérationnels	5	0	-
Résultat avant impôt (des activités poursuivies)	2.923	3.144	3.032
<i>Δ y-1</i>	31%	8%	-4%
Charges d'impôt	-514	-782	-189
Résultat des activités abandonnées	-	-	-
Résultat net après impôt	2.409	2.362	2.843
Résultat net consolidé part de groupe	2.208	2.267	2.848
<i>Δ y-1</i>	16%	3%	26%
Par titre			
<i>Résultat opérationnel récurrent en EUR</i>	<i>0,944</i>	<i>0,926</i>	<i>1,012</i>
<i>Résultat opérationnel en EUR</i>	<i>0,944</i>	<i>0,926</i>	<i>0,904</i>
<i>Résultat net consolidé (part de groupe) en EUR</i>	<i>0,692</i>	<i>0,691</i>	<i>0,804</i>
<i>Nombre de titres en circulation</i>	<i>3.189.330</i>	<i>3.543.700</i>	<i>3.543.700</i>

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE (en milliers EUR)

(Non audité)

	30.06.2013	30.06.2014	30.06.2015
Résultat de l'exercice	2409	2362	2843
Résultat global	2.409	2.362	2.843
Revenant :			
Aux actionnaires de TEXAF	2.208	2.267	2.848
Aux intérêts minoritaires	201	95	-5

BILAN CONSOLIDE (en milliers EUR)

(Non audité)

	31.12.2013	31.12.2014	30.06.2015
Actifs non courants	92.749	97.345	101.720
Immobilisations corporelles	14.216	14.878	14.563
Immeubles de placement	77.158	81.644	86.250
Immobilisations incorporelles	42	33	51
Autres immobilisations financières	1.333	790	856
Actifs courants	15.213	13.128	14.395
Actifs destinés à la vente		1.179	1.179
Stocks	4.516	5.026	5.263
Créances	2.171	1.226	1.710
Actifs d'impôt sur le résultat	634	731	1.020
Trésorerie	7.216	3.984	4.697
Autres actifs courants	676	982	526
TOTAL ACTIF	107.962	110.473	116.115
Capitaux propres	66.728	70.964	72.106
Capital	7.857	21.508	21.508
Réserves de groupe	49.429	49.136	50.284
Intérêts minoritaires	9.442	320	314
Passifs non courants	30.883	31.211	34.312
Passifs d'impôts différés	22.874	22.215	22.114
Autres passifs non courants	8.009	8.996	12.198
Passifs courants	10.351	8.298	9.697
Passifs destinés à la vente		337	337
Autres passifs courants	10.351	7.961	9.360
TOTAL PASSIF	107.962	110.473	116.115

TABLEAU DE FINANCEMENT SIMPLIFIE (en milliers EUR)

(Non audité)

	30.06.2013	30.06.2014	30.06.2015
Trésorerie à l'ouverture	4.465	7.216	3.984
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	4.085	2.856	3.835
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement	-2.025	-2.383	-5.877
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	<u>-1.879</u>	<u>-2.454</u>	<u>2.755</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	181	-1.981	713
Écarts de conversion	-	-	-
Trésorerie en fin de période	4.646	5.235	4.697
<i>Dont Texaf SA</i>	<i>2.426</i>	<i>2.478</i>	<i>1.599</i>

Commentaires sur les résultats consolidés

Le rapport semestriel complet établi conformément à l'IAS 34 est disponible sur le site www.texaf.be

- Les produits locatifs sont en hausse de 7% par rapport au premier semestre 2014, grâce à la mise en location des deuxième et troisième phases du projet « Champ de Coton » (28 appartements) et de nouvelles surfaces à usage professionnel et malgré le départ partiel d'un organisme international.
- Le chiffre d'affaires de **CARRIGRES** progresse de 6% par rapport à la période correspondante de 2014 suite à une amélioration du prix moyen des ventes.
- Les « autres produits opérationnels récurrents » (728 k EUR contre 398 k EUR à fin juin 2014) sont composés essentiellement de refacturations de frais et des ventes du restaurant de la concession.
- Au total, le chiffre d'affaires récurrent du groupe augmente de 11%. Les charges opérationnelles récurrentes (6,95 millions EUR contre 6,20 millions EUR en 2014) quant à elles augmentent de 12%, sous l'effet conjoint de la hausse du dollar, des augmentations de taxes et des recrutements.
- Le résultat opérationnel récurrent progresse donc de 9% à 3.585 k EUR. Cependant, le semestre est affecté par des éléments non récurrents, essentiellement un passif social notamment lié à une externalisation de certains services et un remboursement de taxes d'exploitation, si bien que le résultat opérationnel total ne s'élève qu'à 3.204 k EUR, en retrait de 2%.
- Le résultat net part de groupe s'établit à 2.848 k EUR, en augmentation de 26%. soit 0,804 EUR par action. **IMMOTEX** contribue pour 100% à ce résultat sur toute la période, alors qu'elle ne contribuait à 100% que durant 6 semaines au 1^{er} semestre de 2014.

RAPPORT DES ACTIVITES DE CARRIGRES

CARRIGRES (000 EUR)	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2015
Produit des activités ordinaires	2.019	3.075	3.020	2.514	2.674
Résultat opérationnel	328	829	710	483	1.037
Résultat opérationnel récurrent	328	829	711	483	909
Résultat net	386	730	754	577	1.050
Résultat net (part de groupe)	386	730	754	577	1.050

- La production de grès de **CARRIGRES** s'est élevée à 162.000 tonnes, soit une baisse de 19% par rapport au 1^{er} semestre 2014. Les heures de production ont en effet été volontairement réduites pour s'ajuster sur les perspectives de vente.
- Les ventes ont reculé de 6% en volume mais ont progressé de 6% en valeur. L'amélioration du prix de vente moyen provient à la fois de la hausse du dollar et d'un mix produit..
- Le résultat opérationnel récurrent progresse de 88% par rapport à un 1^{er} semestre 2014 affecté par des arrêts de production. Il bénéficie des économies induites par les investissements de l'année 2014, rénovation des concasseurs, remplacement de l'installation électrique et nouvelle machine de forage.
- Le résultat opérationnel comprend un remboursement non récurrent de taxes opérationnelles et le résultat net des reprises de provisions fiscales anciennes.

RAPPORT DES ACTIVITES IMMOBILIERES

IMMO (000 EUR)	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	30/06/2015
Produit des activités ordinaires	4.140	5.001	6.083	6.569	7.133
Résultat opérationnel	1.640	1.584	2.300	2.798	2.167
Résultat opérationnel récurrent	1.382	1.737	2.300	2.798	2.676
Résultat net	1.229	1.308	1.655	1.785	1.793
Résultat net (part de groupe)	1.231	1.193	1.454	1.690	1.798

- Les données sectorielles de l'activité immobilière sont à interpréter en tenant compte qu'elles comportent l'ensemble des frais de la holding, tels que des rémunérations et des frais de structure.
- L'augmentation des produits locatifs s'élève à + 466 k EUR (+ 7%) en dépit du départ partiel d'une agence internationale vers l'Est du pays et grâce à la mise en location des deuxième et troisième phases du projet dit « Champ de Coton » (28 appartements de deux à quatre chambres) et des bureaux d'une importante ambassade. L'ensemble des revenus progresse de 9% à 7.133 k EUR.
- Le résultat opérationnel récurrent baisse cependant de 4% à 2.676 k EUR, affecté par la hausse des charges locales liées au dollar, l'augmentation des taxes opérationnelles et le renforcement annoncé de l'équipe de direction au Congo.
- Des charges non récurrentes de 509 k EUR diminuent le résultat opérationnel. Il s'agit, pour l'essentiel, essentiellement un passif social notamment lié à une externalisation de certains services.
- La construction de quatre immeubles, totalisant 33 appartements de deux ou trois chambres, se poursuit dans les budgets et les temps. La livraison en est prévue au cours du 1^{er} semestre de 2016

EVENEMENTS SURVENUS APRES LE 30 JUIN 2015 ET PERSPECTIVE 2015

- Il n'y a pas eu d'évènements significatifs survenus après le 30 juin.
- Compte tenu de la location sur l'ensemble de la période des nouveaux investissements, le résultat opérationnel récurrent du 2^{ème} semestre devrait être, sauf élément neuf et sous réserve de la performance de **CARRIGRES**, supérieur à celui des six premiers mois.
- TEXAF** a l'intention de maintenir sa politique de dividende.

CALENDRIER FINANCIER

- Vendredi 13 novembre 2015 : Communiqué trimestriel
- Mi-février 2016 : Publication des résultats annuels 2015
- Assemblée générale : 10 mai 2016

Déclaration de responsabilité

Nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois close au 30 juin 2015, établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union européenne, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion intermédiaire contient un exposé fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les états financiers résumés, ainsi que les principales transactions entre parties liées et qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les mois restants de l'exercice.

Au nom et pour compte du Conseil d'Administration.

Philippe Croonenberghs
Administrateur délégué

Bilan consolidé résumé

(non audité)

(en milliers d'euros)

ACTIFS

Actifs non courants

	Note	30 juin 2015	31 décembre 2014
Immobilisations corporelles	5	14 563	14 878
Immeubles de placement	6	86 251	81 644
Immobilisations incorporelles	7	51	33
Autres actifs financiers non-courants		855	790

101 720 **97 345**

Actifs courants

Actifs détenus en vue de la vente		1 179	1 179
Stocks		5 263	5 026
Clients et autres débiteurs		1 710	1 226
Actifs d'impôts sur le résultat		1 020	731
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 697	3 984
Autres actifs courants		526	982

14 395 **13 128**

Total de l'actif

116 115 **110 473**

CAPITAUX PROPRES

Capital et réserves revenant aux actionnaires de la société-mère

Capital social	8	21 508	21 508
Autres réserves		50 284	49 136

72 792 **70 644**

Intérêts minoritaires

314 **320**

Total des capitaux propres

72 106 **70 964**

PASSIFS

Passifs non-courants

Emprunts bancaires	9	6 777	3 587
Provisions non-courantes	10	2 254	2 611
Obligations non-courantes résultant des avantages postérieurs à l'emploi	11	113	89
Impôts différés	12	22 114	22 215
Autres passifs non-courants	9	3 054	2 709

34 312 **31 211**

Passifs courants

Passifs détenus en vue de la vente		337	337
Passifs bancaires courants portant intérêt	9	1 865	598
Fournisseurs et autres crédateurs courants		2 428	3 849
Autres passifs courants		5 067	3 514

9 697 **8 298**

Total du passif

44 009 **39 509**

Total du passif et des capitaux propres

116 115 **110 473**

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte de résultat consolidé résumé

(non audité)

(en milliers d'euros)

		Mi-exercice en date du	
	Note	30 juin 2015	30 juin 2014
Produits des activités ordinaires	13	9 807	9 083
Charges opérationnelles		(7 331)	(6 200)
• <i>Matières premières et consommables</i>		854	960
• <i>Variations de stocks</i>		(248)	(132)
• <i>Frais de personnel</i>		2 235	1 374
• <i>Dotations aux amortissements</i>		1 481	1 538
• <i>Pertes de valeur</i>		(2)	6
• <i>Autres charges opérationnelles</i>		3 011	2 454
Autres produits opérationnels		728	398
Résultat opérationnel	14	3 204	3 281
Résultat sur cession d'actifs non-courants		-	-
Résultat financier	15	(172)	(137)
Autres résultats non opérationnels			
Résultat avant impôt provenant des activités poursuivies		3 032	3 144
Charge d'impôt sur le résultat	16	(189)	(782)
Résultat après impôt provenant des activités poursuivies	17	2 843	2 362
Résultat après impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		2 843	2 362
Revenant :			
Aux actionnaires de la société mère		2 849	2 267
Aux intérêts minoritaires		(6)	95
		2 843	2 362
Résultats par action : résultats revenant aux actionnaires de la société-mère (en EUR par action)			
– de base		0,804	0,691
– dilué		0,804	0,691

État de résultat global consolidé résumé

Résultat de l'exercice	2 843	2 362
Profit (charge) net(te) comptabilisée directement en capitaux propres résultant de la conversion des devises étrangères		
Résultat global	2 843	2 362
Revenant :		
Aux actionnaires de la société mère	2 849	2 267
Aux intérêts minoritaires	(6)	95
	2 843	2 362

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés résumé

(non audité)

(en milliers d'euros)

	Revenant aux actionnaires de la Société					Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Réserves de réévaluation	Écarts de conversion		
Solde au 1^{er} janvier 2014	7 857		45 751	3 621	57	9 442	66 728
Résultat global total de la période							
Résultat de la période			2 267			95	2 362
Profit (charge) net(te) comptabilisé(e) directement en capitaux propres résultant de la conversion des devises étrangères							
Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement en capitaux propres							
Augmentation de capital	13 746						13 746
Dividendes distribués			(1 275)				(1 275)
Variations de périmètre			(4 154)	849		(9 242)	(12 547)
Solde au 30 juin 2014	21 603	-	42 589	4 470	57	295	69 014
Solde au 1^{er} janvier 2015	21 508	-	44 609	4 470	57	320	70 964
Résultat global total de la période							
Résultat de la période			2 849			(6)	2 843
Profit (charge) net(te) comptabilisé(e) directement en capitaux propres résultant de la conversion des devises étrangères							
Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement en capitaux propres							
Dividendes distribués			(1 701)				(1 701)
Variations de périmètre							
Solde au 30 juin 2015	21 508	-	41 757	4 470	57	314	72 106

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés

En 2015, le dividende brut distribué de 1.701 milliers EUR porte sur le résultat 2014 et fait partie intégrante des réserves au 31 décembre 2014.

Le 13 mai 2014, l'assemblée générale de Texaf a décidé d'augmenter son capital de 13.746 milliers EUR en échange d'apport d'actions Immotex.

Les variations de périmètre en 2014 intègrent 49,9 % des parts d'Immotex apportés à l'augmentation de capital de Texaf dont question ci-dessus ainsi que l'intégration de La Cotonnaire consolidée pour la première fois (voir note2).

Les mouvements dans les réserves consolidées (en 2014) suite aux variations de périmètre concernent Immotex à hauteur de -4.085 milliers EUR (après intégration d'un abandon de créance du groupe Cha de 362 milliers EUR) et La Cotonnaire à hauteur de -69 milliers EUR.

Les mouvements dans les intérêts minoritaires sur cette même ligne concernent Immotex à hauteur de -9.300 milliers EUR et La Cotonnaire à hauteur de 58 milliers EUR.

Les mouvements dans les réserves de réévaluation en 2014 concernent uniquement La Cotonnaire suite à la revalorisation de ses terrains.

Tableau consolidé des flux de trésorerie résumé

(non audité)

(en milliers d'euros)

	Note	Mi-exercice en date du	
		30 juin 2015	30 juin 2014
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		3 984	7 216
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Flux de trésorerie provenant des opérations	19	4 335	3 371
Intérêts payés		(97)	(149)
Intérêts reçus		2	11
Impôts payés sur le résultat		(405)	(377)
		3 835	2 856
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'une entreprise associée (nette de la trésorerie acquise)		-	1 220
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(5 812)	(3 518)
Produits de cession d'immobilisations corporelles		-	-
Augmentation des autres immobilisations financières		(65)	(85)
Diminution (augmentation) des prêts consentis à des parties liées		-	-
		(5 877)	(2 383)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(1 701)	(1 275)
Remboursement des emprunts MT		(234)	(888)
Augmentation des emprunts bancaires à MT		3 059	1 400
Variation nette des emprunts bancaires à CT		1 631	(1 691)
		2 755	(2 454)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires		713	(1 981)
Écarts de conversion sur trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires			
Reclassement en activités abandonnées de la trésorerie à la clôture de la période			
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture		4 697	5 235
<i>Dont TEXAF SA</i>		<i>1 599</i>	<i>2 478</i>

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes aux états financiers consolidés résumés

1. Informations générales

- TEXAF est une société anonyme enregistrée et domiciliée en Belgique. Son siège social est situé au 130A avenue Louise à 1050 Bruxelles.
- TEXAF a été constituée le 14 août 1925.
- TEXAF est une société d'investissement cotée sur Euronext ayant une vocation industrielle, financière et foncière en République Démocratique du Congo.
- La présente information financière intermédiaire a été arrêtée le 1er septembre 2015 par le Conseil d'Administration. Les chiffres y sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.
- La présente information financière intermédiaire a été établie conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union européenne. Cette information n'a pas fait l'objet d'un contrôle par les auditeurs, de même que les comptes sous-jacents.
- Les principes comptables utilisés sont en continuité par rapport à ceux utilisés pour l'établissement des états financiers au 31 décembre 2014.
- Aucune nouvelle norme ou interprétation et aucun nouvel amendement aux normes applicable pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2015 n'est susceptible d'avoir une incidence importante pour le groupe Texaf.

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivants sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2015 :

- IFRIC 21 'Droits ou taxes', applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 17 juin 2014. IFRIC 21 porte sur la comptabilisation d'une dette au titre d'un droit ou d'une taxe exigible dans le cas où cette dette entre dans le champ d'application d'IAS 37. IFRIC 21 fournit des indications sur le fait générateur d'obligation et sur le moment dont le passif correspondant doit être reconnu.
- 'Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2011-2013)' sont applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015. Les modifications clarifient l'IFRS 1 (une nouvelle version de la norme n'est pas encore obligatoire mais disponible pour application anticipée, pour une première application une entreprise peut soit utiliser l'ancienne ou la nouvelle version sous l'IFRS 1), l'IFRS 3 (la norme n'est pas applicable pour la comptabilisation de la formation d'un accord conjoint sous l'IFRS 11), l'exception relative aux portefeuilles de l'IFRS 13 et l'interrelation de l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et l'IAS 40 « Immeubles de placement ».

L'interprétation suivante a été publiée et adoptée par l'Union européenne, mais n'est pas encore obligatoire pour l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2015 :

- Amendements à la norme IAS 19 'Régimes à prestations définies', date d'entrée en vigueur : 1er février 2015. Les modifications visent la clarification de la comptabilisation des cotisations des membres du personnel à des régimes à prestations définies.
- 'Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2010-2012)', apportant des modifications mineures à huit normes, et applicables aux périodes ouvertes à compter du 1er février 2015. Les modifications incluent les IFRS 2 'Définition de condition d'acquisition de droits', IFRS 3 'Comptabilisation d'une contrepartie éventuelle lors d'un regroupement d'entreprises', IFRS 8 'Regroupement de secteurs opérationnels', IFRS 8 'Rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et les actifs de l'entité', IFRS 13 'Créances et dettes à court terme', IAS 7 'Intérêts versés inscrits à l'actif', IAS 16/IAS 38 'Méthode de réévaluation — retraitement au prorata du cumul des amortissements', et IAS 24 'Principaux dirigeants'.

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivants ont été publiés mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2015 et ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne:

- IFRS 9 'Instruments financiers', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2018. La norme traite de la classification, l'évaluation et la décomptabilisation d'actifs et passifs financiers.
- IFRS 14 'Comptes de report réglementaires', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2016. Cette norme intermédiaire concerne les entités ayant des activités à tarifs réglementés, et s'applique uniquement aux premiers adoptants des normes IFRS. La norme provisoire permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois de continuer à appliquer les méthodes comptables conformes à leur référentiel antérieur en ce qui concerne la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des comptes de report réglementaires. La norme provisoire donne également des indications sur la sélection et le changement de méthodes comptables (lors de la première application ou par la suite), ainsi que sur la présentation et les informations à fournir.
- IFRS 15 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients'. La norme est l'aboutissement d'un projet de convergence par l'IASB et le FASB, portant sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. La norme permettra l'amélioration de l'information financière des produits ainsi que l'amélioration de la comparabilité des ventes rapportées dans les états financiers à l'échelle mondiale. Les entreprises utilisant les normes IFRS seront obligées d'appliquer cette nouvelle norme pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, sous réserve de l'adoption de la norme par l'UE.
- Amendements à la norme IFRS 9 'Instruments financiers', concernant la 'comptabilité de couverture', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018. Les amendements introduisent un nouveau modèle de comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux refléter les activités de gestion du risque dans leurs états financiers. Ces modifications ont également un impact sur IAS 39, et contiennent de nouvelles obligations concernant les obligations en matière d'informations à fournir, affectant également IFRS 7. Les informations à fournir additionnelles sont obligatoires pour les entités qui font usage des normes IAS 39 et IFRS 9 pour l'application de la comptabilité de couverture.
- Amendements à la norme IFRS 11 'Accords conjoints', concernant l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune, applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Les amendements publiés précisent la manière de comptabiliser les acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise ("business").

- Amendements aux normes IAS 16 'Immobilisations corporelles' et IAS 38 'Immobilisations incorporelles', relatifs à la clarification des modes d'amortissement acceptables, applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Dans cet amendement, l'IASB précise que l'utilisation d'une méthode d'amortissement fondée sur les produits n'est pas appropriée, car les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques liés à cet actif. L'IASB précise également que les produits sont, en général, présumés être une base inappropriée pour mesurer la consommation des avantages économiques liés à une immobilisation incorporelle.
- Amendements aux normes IAS 16 'Immobilisations corporelles' et IAS 41 'Agriculture : actifs biologiques producteurs', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Ces amendements modifient l'information financière pour les plantes productrices, telles que la vigne, les hévéas et les palmiers à huile. L'IASB a décidé que les actifs biologiques producteurs devraient être comptabilisés de la même façon que les immobilisations corporelles, car leur exploitation est similaire à celle de l'industrie.
- Amendements à la norme IAS 27 'Etats financiers individuels', concernant la méthode de la mise en équivalence, applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Ces amendements vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées.
- Amendements aux normes IFRS 10 'Etats financiers consolidés' et IAS 28 'Participations dans des entreprises associées et des coentreprises', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. L'objectif de ces amendements est de réduire les discordances entre les dispositions d'IFRS 10 et d'IAS 28 relatives à la vente ou l'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. La principale conséquence de ces amendements est qu'un résultat de cession (profit ou perte) est reconnu intégralement lorsque la transaction concerne une entreprise au sens d'IFRS 3 (qu'il s'agisse d'une filiale ou non). Un résultat partiel est comptabilisé lorsque la transaction porte sur des actifs qui ne constituent pas une entreprise au sens d'IFRS 3, y compris lorsqu'il s'agit d'une filiale.
- Amendements aux normes IFRS 10 'Etats financiers consolidés', IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités' et IAS 28 'Participations dans des entreprises associées et des coentreprises', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Ces amendements limités visent à clarifier les principes de comptabilisation applicables aux entités d'investissement.
- 'Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2012-2014)', apportant des modifications mineures à quatre normes, et applicables aux périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2016. Les normes concernées par ces amendements sont IFRS 5 'Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées', IAS 19 'Avantages du personnel', IFRS 7 'Instruments financiers : Informations à fournir' et IAS 34 'Information financière intermédiaire'.
- Amendements à la norme IAS 1, 'Présentation des états financiers', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016, dans le cadre de l'initiative de l'IASB pour améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers, et encourager l'application du jugement professionnel dans la détermination de l'information à présenter dans les états financiers. Ces amendements sont destinés à clarifier l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension. De plus, les amendements recommandent l'application du jugement professionnel lorsqu'une entité détermine l'ordre dans lequel elle présente l'information dans les notes.

2. Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2015, le groupe est constitué de TEXAF SA et d'un ensemble de filiales et de sociétés associées, soit un total de 10 entités implantées en Belgique ou en République Démocratique du Congo (RDC).

A cette date, outre la société-mère TEXAF SA, 8 sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société Congotex (en liquidation) est toujours reconnue par la mise en équivalence.

En 2015, Promotex a été absorbée par Texaf (12 mai 2015) et l'Agence Immobilière du Fleuve a été liquidée.

1. Sociétés consolidées globalement

<u>Société</u>	<u>Ville</u>	<u>Activité</u>	<u>Devise fonctionnelle</u>	<u>% d'intérêt financier net au 30 juin 2015</u>	<u>% d'intérêt financier net au 31 déc. 2014</u>
Agence Immobilière du Fleuve	Kinshasa	Services	EUR	-	99,80%
Anagest	Bruxelles	Holding	EUR	98,90%	98,90%
Carriaf en liquidation	Bruxelles	Holding	EUR	99,99%	99,99%
Carrigrès	Kinshasa	Carrière de concassés de grès	EUR	99,99%	99,99%
Cotex	Kinshasa	Immobilière	EUR	98,90%	98,90%
Estagrigo	Kinshasa	Agriculture	EUR	99,78%	99,78%
Immotex	Kinshasa	Immobilière	EUR	99,86%	49,95%
La Cotonnaire	Kinshasa	Immobilière	EUR	94,10%	94,10%
Promotex	Kinshasa	Immobilière	EUR	-	99,99%
Utexafrica	Kinshasa	Immobilière	EUR	99,60%	99,60%

2. Sociétés consolidées par mise en équivalence

<u>Société</u>	<u>Ville</u>	<u>Activité</u>	<u>Devise fonctionnelle</u>	<u>% d'intérêt financier net au 30 juin 2015</u>	<u>% d'intérêt financier net au 31 déc. 2014</u>
Congotex en liquidation	Kinshasa	Textile : filature, tissage impression confection	USD	43,61%	43,61%

3. Gestion des risques

Les actifs de la société étant situés en RDC, une zone à déficit de gouvernance, l'environnement particulier du pays comporte des risques qui peuvent avoir une incidence sur la rentabilité et la viabilité des activités du groupe. Ces risques sont notamment liés à l'évolution de la situation politique, à la création de nouvelles lois, aux politiques fiscales et aux modifications de politiques gouvernementales, ou à la renégociation de concessions ou de droits d'exploitation existants. Les comptes ont été établis avec prudence dans la perspective d'une stabilité de l'environnement économique, social et réglementaire.

De par ses activités, le groupe est également exposé à différentes natures de risques financiers, à savoir dans une certaine mesure au risque de change et au risque de crédit. Le groupe n'est que très faiblement exposé à d'autres risques financiers ou au risque de liquidité, vu son faible endettement et l'absence d'engagements financiers importants.

- Risque de crédit

Le risque de crédit provient essentiellement de l'exposition de crédit aux clients. Le risque lié aux créances locatives est limité grâce aux garanties locatives obtenues, tandis que les autres créances lorsqu'elles sont significatives sont couvertes par des dettes envers le même débiteur.

4. Information sectorielle

Les secteurs d'activités constituent le seul niveau d'information sectorielle de TEXAF car les risques et la rentabilité de chaque entité sont fortement liés à l'environnement économique particulier régissant son activité.

Les secteurs à présenter comprennent l'immobilier (incluant l'activité holding), et les carrières.

Depuis 2013 le groupe a commencé à opérer dans le secteur agricole et ses opérations (actuellement en phase de test) sont intégrées dans le secteur immobilier. Au 1^{er} semestre 2015 le chiffre d'affaires et le résultat net sont respectivement de 160 milliers EUR et 17 milliers EUR.

Quant au secteur géographique, il se limite à la République Démocratique du Congo, où sont localisées toutes les activités opérationnelles du groupe.

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle est dérivée de l'organisation interne du groupe et est similaire aux segments qui étaient repris dans les états financiers précédents. Les données par secteur d'activité suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés résumés et décrites dans les notes aux états financiers. Ces informations sont identiques à celles présentées au CEO, qui a été identifié comme le « Principal Décideur Opérationnel » au sens de la norme IFRS 8 en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation des performances des segments.

	Immobilier	Carrières	Éliminations Inter-secteurs	Consolidé
Résultats au 30 juin 2015				
Produits des activités ordinaires	7 133	2 674		9 807
Autres produits opérationnels	713	15		728
Charges opérationnelles	(5 678)	(1 653)		(7 331)
• <i>dont frais de personnel</i>	(1 645)	(590)		(2 235)
• <i>dont amortissements</i>	(1 144)	(337)		(1 481)
• <i>dont pertes de valeur</i>	(21)	(23)		(2)
• <i>dont provisions</i>	-	-		-
Résultat opérationnel	2 168	1 036		3 204
Résultat sur cession d'actifs non-courants				
Résultat financier	(231)	59		(172)
Autres résultats non opérationnels				
Résultat avant impôt sur le résultat	1 937	1 095		3 032
Charge d'impôt sur le résultat	(144)	(45)		(189)
• <i>dont éléments non monétaires</i>	45	55		100
Résultat des activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	1 793	1 050		2 843

A titre de comparaison, les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 30 juin 2014 sont présentés ci-après.

	Immobilier	Carrières	Éliminations Inter-secteurs	Consolidé
Résultats au 30 juin 2014				
Produits des activités ordinaires	6 569	2 514		9 083
Autres produits opérationnels	390	8		398
Charges opérationnelles	(4 161)	(2 039)		(6 200)
• <i>dont frais de personnel</i>	(789)	(585)		(1 374)
• <i>dont amortissements</i>	(1 131)	(407)		(1 538)
• <i>dont pertes de valeur</i>	(6)	-		(6)
• <i>dont provisions</i>	-	-		-
Résultat opérationnel	2 798	483		3 281
Résultat sur cession d'actifs non-courants				
Résultat financier	(189)	52		(137)
Autres résultats non opérationnels	-	-		-
Résultat avant impôt sur le résultat	2 609	535		3 144
Charge d'impôt sur le résultat	(824)	42		(782)
• <i>dont éléments non monétaires</i>	126	51		177
Résultat des activités abandonnées	-	-		-
Résultat de l'exercice	1 785	577		2 362

Actifs et passifs sectoriels au 30 juin 2015 :

	Immobilier	Carrières	Éliminations inter- secteurs	Consolidé
Immobilisations corporelles	2 987	11 576		14 563
Immeubles de placement	86 194	56		86 250
Autres actifs sectoriels	7 945	14 258	(6 901)	15 302
Total actifs	97 126	25 890	(6 901)	116 115
Emprunts bancaires	6 777			6 777
Provisions non-courantes	1 945	309		2 254
Impôts différés	18 720	3 394		22 114
Autres passifs sectoriels	18 666	1 099	(6 901)	12 864
Total passifs (hors capitaux propres)	46 108	4 802	(6 901)	44 009
Acquisitions d'actifs	5 779	33		5 812

En comparaison, le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels au 30 juin 2014 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date.

	Immobilier	Carrières	Éliminations inter- secteurs	Consolidé
Immobilisations corporelles	3 098	11 780		14 878
Immeubles de placement	79 330	57		79 387
Autres actifs sectoriels	8 052	11 745	(6 794)	13 003
Total actifs	90 480	23 582	(6 794)	107 268
Emprunts bancaires	2 920			2 920
Provisions non-courantes	2 921	907		3 828
Impôts différés	19 224	3 473		22 697
Autres passifs sectoriels	14 615	988	(6 794)	8 809
Total passifs (hors capitaux propres)	39 680	5 368	(6 794)	38 254
Acquisitions d'actifs	3 426	92		3 518

Les autres actifs sectoriels comprennent pour l'essentiel des stocks, des créances clients et de la trésorerie opérationnelle. Les passifs sectoriels comprennent les fournisseurs et autres passifs opérationnels.

5. Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Installations, matériel & outillage	Véhicules	Agencements et accessoires	Améliorations apportées à propriétés louées	Autres immo. corp.	Immo. en cours	Total
Au 1^{er} janvier 2015								
Coût	16 498	6 423	382	1 872	693	3	-	25 871
Amortissements cumulés	(3 632)	(5 468)	(264)	(1 560)	-	-	-	(10 993)
Valeur nette comptable	12 866	955	118	312	624	3	-	14 878
Mouvements de la période								
Acquisitions	13	34	62	60	-	-	-	169
Entrée dans le périmètre de consolidation (net)								
Cessions								
Transferts entre rubriques								
Différences de conversion								
Dotations aux amortissements	(165)	(190)	(35)	(59)	(35)	-	-	(484)
Mouvements de la période	(152)	(156)	27	1	(35)	-	-	(315)
Au 30 juin 2015								
Coût	16 511	6 457	444	1 933	693	3	-	26 041
Amortissements cumulés	(3 797)	(5 658)	(299)	(1 620)	(104)	-	-	(11 478)
Valeur nette comptable	12 714	799	145	313	589	3	-	14 563
Au 1^{er} janvier 2014								
Coût	13 873	5 568	397	1 836	10	-	897	22 581
Amortissements cumulés	(1 614)	(5 040)	(268)	(1 433)	(10)	-	-	(8 365)
Valeur nette comptable	12 259	528	129	403	-	-	897	14 216
Mouvements de la période								
Acquisitions		87		65				152
Entrée dans le périmètre de consolidation (net)	902					3		905
Cessions								
Transferts entre rubriques		390			693		(897)	186
Différences de conversion								
Dotations aux amortissements	(165)	(264)	(72)	(45)	(35)			(581)
Mouvements de la période	737	213	(72)	20	658	3	(897)	662
Au 30 juin 2014								
Coût	16 463	6 025	397	1 860	693	3	-	25 441
Amortissements cumulés	(3 467)	(5 284)	(340)	(1 437)	(35)	-	-	(10 563)
Valeur nette comptable	12 996	741	57	423	658	3	-	14 878

6. Immeubles de placement

	Terrains	Autres immeubles de placement	Immobilisations corporelles en cours	Total
Au 1^{er} janvier 2015				
Coût	46 460	40 386	4 805	91 609
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(9 967)	-	(9 967)
Valeur nette comptable	46 420	30 419	4 805	81 644
Mouvements de la période				
Acquisitions	-	5 264	354	5 618
Dotations aux amortissements	-	(990)	-	(990)
Transferts entre rubriques	-	1 755	(1 755)	-
Autres	-	(21)	-	(21)
Mouvements de la période	-	6 008	(1 401)	4 607
Au 30 juin 2015				
Coût	46 420	47 384	3 404	97 208
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(10 957)	-	(10 957)
Valeur nette comptable	46 420	36 427	3 404	86 251
Au 1^{er} janvier 2014				
Coût	47 599	36 475	1 678	85 752
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(8 594)	-	(8 594)
Valeur nette comptable	47 599	27 881	1 678	77 158
Mouvements de la période				
Acquisitions	-	2	3 364	3 366
Entrée dans le périmètre de consolidation (net)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	-	(952)	-	(952)
Dotations aux pertes de valeur	-	-	-	-
Transferts entre rubriques	-	23	(208)	(185)
Mouvements de la période	-	(927)	3 156	2 229
Au 30 juin 2014				
Coût	47 599	36 500	4 834	88 933
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(9 546)	-	(9 546)
Valeur nette comptable	47 599	26 954	4 834	79 387

7. Immobilisations incorporelles

Le groupe a acquis en 2012 un logiciel comptable (53 milliers EUR) amorti à partir de 2013. En 2015, le groupe a investi encore 25 milliers EUR dans ce logiciel.

8. Capital social

L'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2014 a décidé d'augmenter le capital par apport en nature de 49,9% d'Immotex SPRL. A l'issue de cette opération, le capital s'élève à 21.508.160,84 EUR représenté par 3.543.700 actions ordinaires.

Cette décision était concomitante avec une autre décision de scinder partiellement TEXAF en créant une nouvelle société Imbakin Holding qui détient la participation en Imbakin propriétaire d'une créance sur l'état congolais de 51 millions EUR. L'effet de la scission sur le capital s'élève à 95 millions EUR.

9. Emprunts et autres dettes financières

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Non courants		
Garanties reçues et autres créditeurs non courants	3 054	2 709
Emprunts bancaires	6 777	3 587
	<hr/> 9 831	<hr/> 6 296
Courants		
Emprunts bancaires	1 865	598
Total des emprunts et autres dettes financières	<hr/> 11 696	<hr/> 6 894

10. Provisions pour autres passifs

Au 31 décembre 2014	2 611
Comptabilisé au compte de résultat consolidé	
– Augmentation (diminution) des provisions	(330)
– Différence de change FC	(27)
Au 30 juin 2015	<hr/> 2 254

Analyse du total des provisions :

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Non courantes	1 083	700
Courantes	1 171	1 910
	<hr/> 2 254	<hr/> 2 610

En continuité avec les principes appliqués au 31 décembre 2014, la direction a veillé systématiquement à ne retenir que des hypothèses prudentes de manière à se prémunir contre les risques liés à l'environnement économique, social et réglementaire inhérent à la République Démocratique du Congo, où sont localisées toutes les activités opérationnelles du groupe. Dans ce cadre, des provisions ont été constituées pour couvrir certaines obligations implicites et inhérentes au cadre réglementaire en RDC où règne un déficit de gouvernance. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire pour cet environnement.

11. Engagements de retraite et avantages similaires

En République Démocratique du Congo, les employés et ouvriers bénéficient d'un régime de retraite et de prestations médicales après la retraite calculés sur le nombre d'années de service et sur le niveau de rémunération.

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Engagements inscrits au bilan au titre :		
Des prestations de retraite et médicales postérieures à l'emploi (valeur actualisée des obligations non financées)	113	89

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2015 (6 mois)	2014 (6 mois)
Coût des services rendus	24	28

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont inchangées par rapport au 31 décembre 2014.

12. Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale. Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant :

	30 juin 2015	31 décembre 2014
Passifs d'impôts différés recouvrables à plus de 12 mois	22 114	22 215
		<hr/> 22 215

La variation brute des impôts différés est exposée ci-après :

Au 31 décembre 2014	22 215
Différences de conversion	-
Impôts imputés au compte de résultat sous la rubrique 'Impôts différés'	(101)
Au 30 juin 2015	<hr/> 22 114

La variation des actifs et passifs d'impôts différés durant l'exercice, hors compensation à l'intérieur d'une même juridiction fiscale, est détaillée ci-après :

Passifs d'impôts différés :

	Réévaluation (nette) des immeubles	Réserves non distribuées et autres réserves non taxées	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	20 089	2 003	115	22 247
Porté au compte de résultat	(43)	(70)	20	(93)
Différences de conversion				
Au 30 juin 2015	<hr/> 20 046	1 933	175	<hr/> 22 154

Actifs d'impôts différés :

	Avantages postérieurs à l'emploi	Pertes fiscales	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	(32)	-	-	(32)
Porté au compte de résultat	(8)	-	-	(8)
Différences de conversion				
Au 30 juin 2015	<hr/> (40)	-	-	<hr/> (40)

13. Produit des activités ordinaires

	30 juin 2015	30 juin 2014
Ventes de biens	2 835	2 582
Prestations de services	8	3
Produits locatifs	6 964	6 498
	9 807	9 083

14. Résultat opérationnel

Au 30 juin 2015, les éléments non récurrents se composent entre autres de frais de dédit (-406 milliers EUR), frais de restructuration (-83 milliers EUR), de récupération de taxes locales (105 milliers EUR) et de reprises de pertes de valeur nettes (2 milliers EUR).

15. Résultat financier

Le résultat financier intègre toutes les différences de change.

	30 juin 2015	30 juin 2014
<i>Charges financières</i>	(96)	(149)
<i>Produits financiers</i>	2	11
<i>Différence de change</i>	(78)	1
	(172)	(137)

16. Charge d'impôt sur le résultat

	30 juin 2015	30 juin 2014
Impôt courant	(290)	(959)
Impôts différés	101	177
	(189)	(782)

Le rapprochement entre le taux d'impôt applicable à la maison-mère et le taux d'impôt effectif au 30 juin 2015 se présente comme suit :

	30 juin 2015	30 juin 2014
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt applicable à la maison-mère	1 030	1 069
Résultat avant impôt	3 032	3 144
Taux d'impôt applicable	33,99%	33,99%
Éléments de réconciliation	178	(63)
Impact des taux dans d'autres juridictions	(23)	25
Impact des intérêts notionnels déductibles	97	(128)
Impact des revenus non taxables	364	(221)
Impact des frais non déductibles	(8)	149
Impact des latences fiscales non reconnues	6	91
Impact des latences fiscales reconnues	(190)	(4)
Impact des pertes fiscales utilisées	(10)	(1)
Impact des sociétés mises en équivalence	-	-
Autres	(58)	26
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt effectif	852	1 006
Résultat avant impôt	3 032	3 144
Taux d'impôt effectif	28,11%	32,00%
Ajustements aux impôts exigibles d'exercices antérieurs	(663)	(224)
Total des impôts	189	782

17. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

	30 juin 2015	30 juin 2014
<u>Résultat net</u>		
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société (en milliers EUR)	2 848	2 267
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	3 543 700	3 283 307
Résultat de base par action (EUR par action)	0,804	0,691
<u>Résultat global</u>		
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société (en milliers EUR)	2 848	2 267
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	3 543 700	3 283 307
Résultat de base par action (EUR par action)	0,804	0,691

18. Dividende par action

Le dividende net de 0,36 EUR par action (brut 0,48 EUR) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 représentant une distribution totale de 1.701 milliers EUR a été versé aux actionnaires le 22 mai 2015.

19. Trésorerie provenant des opérations

	30 juin 2015	30 juin 2014
Résultat de la période	2 843	2 362
Ajustements :		
– Impôts	189	782
– Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	491	586
– Amortissement des immeubles de placement	990	952
– Pertes / (profits) sur les activités abandonnées		
– Pertes / (profits) sur cession d'actifs non-courants		
– Variations nettes des provisions pour autres passifs	(269)	(306)
– Variations nettes des obligations résultant des avantages postérieurs à l'emploi	24	28
– Pertes de valeur sur actifs en contrepartie du compte de résultat	(2)	6
– Charge d'intérêts	97	149
– Produits d'intérêts	(2)	(11)
– Pertes / (profits) de change non réalisés	27	(14)
Variations du fonds de roulement (hors variations de périmètre et différences de conversion) :		
– Stocks	(237)	(132)
– Clients et autres débiteurs	135	(52)
– Garanties locatives reçues	297	126
– Fournisseurs et autres créanciers	(248)	(1 105)
Trésorerie provenant des opérations	4 335	3 371

20. Litiges et passifs éventuels

- Les litiges dans lesquels le groupe est impliqué ont fait l'objet d'une provision adéquate dans les comptes.
- Une partie du terrain de CARRIGRES est occupée illégalement par des « squatters » qui pourraient empêcher le développement de l'exploitation de la carrière à plus long terme. La société met tout en œuvre pour faire déguerpir ces occupants illégaux.
- IMMOTEX est également engagée dans une procédure judiciaire pour faire face à des tentatives d'appropriations illégales de tout ou partie de ses terrains (105 ha) situés à Kinsuka.
- TEXAF est également engagée dans une procédure judiciaire pour faire face à des tentatives d'appropriations illégales de son terrain situé au lieu-dit « Petit Pont ».

21. Engagements

- CONGOTEX a été mise en liquidation en août 2007, Immotex a consenti une avance d'1 million d'USD pour faciliter la tâche du liquidateur à régler certaines dettes prioritaires dont les passifs sociaux. Le groupe TEXAF n'est pas tenu à contribuer financièrement au-delà des efforts d'actionnaire qu'il a consenti jusqu'à ce jour.
- Des biens immobiliers de Texaf (valeur nette comptable de 2 246 milliers EUR au 30 juin 2015) sont hypothéqués en faveur de banques congolaises en garanties d'emprunts dont les encours totalisent 7.590 milliers EUR.
- Dans le cadre de la cession de Mecelco, le groupe a garanti d'indemniser l'acquéreur jusqu'à 50% d'un dommage éventuel à concurrence de maximum 200.000 USD. Aucune provision pour garantie de passif n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés au 30 juin 2015.
- IMBAKIN SA en liquidation (antérieurement filiale de TEXAF avant d'être transférée à Imbakin Holding, SA le 13 mai 2014 dans le cadre d'une scission de TEXAF) a obtenu en 1996 un jugement en sa faveur pour l'indemnisation

par le gouvernement congolais de l'équivalent en nouveaux zaïres (devenus francs congolais) de BEF 2.541.379.418 (soit 62.699.150 EUR), suite à l'expropriation de terrains en 1965. Cette créance était entièrement réduite de valeur dans les comptes.

Par ailleurs, suite à une transaction de 2001 avec Cobepa, Imbakin SA détient 51 millions d'EUR de cette créance sur l'Etat congolais au 30 juin 2015, et Cobepa en détient 12 millions d'EUR en premier rang. En mai 2014, Cobepa a contesté la scission mentionnée ci-dessous.

En janvier 2015, le différend avec Cobepa a été réglé, la scission a pu être rendue effective et Texaf, Cobepa et Imbakin Holding collaborent mutuellement dans le recouvrement des créances d'Imbakin en liquidation et de Cobepa.

22. Transactions avec les parties liées

Aucune transaction n'a été réalisée avec les parties liées (Congotex) et les soldes nets sont nuls.

23. Rémunérations des principaux dirigeants

Les rémunérations et autres avantages à court terme accordés aux principaux dirigeants sont détaillés dans le rapport de gouvernance 2014. Au cours du 1^{er} semestre 2015, les rémunérations s'élèvent à 397 milliers EUR.

En outre des indemnités de départ ont été accordées à un membre de la direction à hauteur de 405 milliers EUR.

24. Structure de l'actionariat (total des titres émis : 3.543.700)

- Le 13 mai 2014 Texaf a publié les informations suivantes suite à l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2014.

Nombre d'actions en circulation	3.543.700
Nombre total de droits de vote	3.543.700
Total du capital	21.508.160,84 EUR

Détenteurs des droits de vote :

Société Financière Africaine	2.206.760	62,27%
Middle Way Ltd	354.370	10,00%

Société Financière Africaine est contrôlée par Chagawirald SCS, elle-même contrôlée par Monsieur Philippe Croonenberghs.

Middle Way Ltd est détenue à 100% par Member Investments Ltd.

Le bénéficiaire ultime de Members Investments Ltd est CCM Trust (Cayman) Ltd, un trust de la famille CHA.

- Opération d'achat sur les titres Texaf exécutée par des personnes initiées :
 - Monsieur Vincent BRIBOSIA : 1.500 actions (13 juillet 2015)